


cités
unies
france

la lettre de la. coopération décentralisée

**Février
2014**

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	5
Asie	7
Europe	10
Méditerranée	11
Thématiques.....	12
Agenda	15
Publications	17

Editorial

Nous sommes nombreux à avoir toute notre attention et énergie ou presque, concentrées sur les échéances de fin mars. Rares sont celles ou ceux qui peuvent y aller le cœur léger.

À Cités Unies France, nous observerons, naturellement, une relative trêve dans l'enchaînement de réunions, comités de pilotage et autres activités. Nous mettrons cet accalmie à profit de la préparation d'une campagne pour après, d'un ensemble d'initiatives, destiné aux nouveaux exécutifs, aux nouveaux et nouvelles élu(e)s.

Quelques mots sur l'actualité.

Nous nous félicitons du projet de loi Canfin sur le Développement.

Nous remercions, ici, les parlementaires qui se sont investis dans ce débat, en apportant des amendements qui renforcent le texte. Le ministre a entendu nos suggestions pour que la sécurité de la coopération décentralisée soit renforcée. Qu'il en soit remercié.

Cette loi complétant celles de 1992 et la loi Thiollière, donne à la France un des dispositifs les plus libéraux qui soit. Ceci est le résultat, entre autres, du travail fédérateur de Cités Unies France.

Nous avons en France 13 fédérations représentant les collectivités territoriales. L'action internationale est le seul domaine où une seule association, Cités Unies France, représente, depuis 40 ans, tous les niveaux de collectivités. Préservons cette unité qui explique en grande partie le poids pris par la coopération décentralisée française et l'importance de la France dans les réseaux mondiaux et ce malgré les tentatives de division.

Si le modèle français est unique en Europe et intéresse de nombreux pays, en matière d'aide au développement, il ne correspond pas aux pratiques historiques de la Commission, pratiques formatées depuis des décennies par les ONG internationales et les bureaux d'étude.

La direction du développement (DEVCO) de la Commission européenne souhaite instituer un partenariat stratégique pour 2014-2020, avec l'ensemble des réseaux mondiaux de collectivités territoriales. La coopération décentralisée, portée en Europe en grande partie par la France, est explicitement désignée dans la communication de la Commission européenne de mai dernier.

CUF mène une négociation difficile pour que cette pratique soit pleinement prise en compte et aussi pour qu'elle ne se traduise pas exclusivement par l'envoi d'experts, solution de facilité des bailleurs multilatéraux.

Cités Unies France vous donne rendez-vous au printemps et, bien entendu, en début d'été, à la 5^{ème} édition de notre Forum de l'Action internationale des collectivités, au Palais des Congrès, à Paris, les jeudi 3 et vendredi 4 juillet 2014 (veuillez bien noter les nouvelles dates).

Cordiales salutations,

Michel Delebarre

Ancien Ministre d'Etat
Sénateur - Maire de Dunkerque
Président de Cités Unies France



5^{ème} forum de l'action internationale des collectivités

3 et 4 juillet 2014, au Palais des Congrès de Paris

www.coopdec-icic.org

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités

cofondateurs

IMPORTANT ! Le 5^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités change de date !
Cette année, le Forum aura lieu **les jeudi 3 et vendredi 4 juillet 2014**, au Palais des Congrès de Paris (2 place de la Porte Maillot, M^o Porte Maillot).

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, adjoint au maire de Guéret, vice-président de la Région Limousin

Actualités du pays

Après les manifestations contre la mise en place du Sénat en 2013, la situation politique du pays ne s'est pas apaisée. Il est plongé dans un doute à propos de la représentation du Président Compaoré aux élections présidentielles de novembre 2015, notamment après les événements du 11 et du 18 janvier 2014.

En effet, le samedi 11 janvier 2014, à Bobo-Dioulasso, la Fédération Associative pour la Paix et le Progrès avec Blaise COMPAORE (FEDAP/BC) a invité ce dernier à se représenter en 2015. En guise de réponse à cette demande, l'opposition a organisé des marches dans la capitale, à Bobo-Dioulasso et dans les provinces. Face à cette situation, quatre personnalités burkinabè se sont saisies d'office pour conduire une médiation avec les différents protagonistes et assurer une transition démocratique paisible. Elles ont présenté leur déclaration au peuple le 30 janvier dernier.

Il faut dire que le pays entre dans une situation complexe dans la mesure où ce sont les anciens compagnons du Président qui ont formé un nouveau parti d'opposition, à savoir le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), dont le président est Roch Marc Christian Kaboré, ancien président de l'Assemblée nationale. Un mouvement citoyen, le Balai citoyen, conduit par des artistes burkinabè à l'instar de Y'en a marre du Sénégal a aussi vu le jour.

MAURITANIE

Président : Daniel Allieux, conseiller syndical au SAN de Sénart

Appel à candidatures pour l'atelier de maîtrise d'oeuvre urbaine de Nouakchott

Les ateliers d'urbanismes de Cergy lancent un appel à manifestations d'intérêt pour un atelier international de maîtrise d'oeuvre urbaine à Nouakchott, du 26 avril au 11 mai 2014, à destination des professionnels de tous pays et toutes spécialités. Cet atelier est intitulé « Nouakchott, l'avenir pour défi - Adaptation et mutation d'une ville vulnérable. » Les candidatures doivent parvenir à nouakchott@ateliers.org jusqu'au 23 février.

Les ateliers d'urbanismes de Cergy visent à imaginer des solutions pour un problème urbain particulier. C'est la première fois qu'ils se tiennent et concernent la Mauritanie.

Plus d'informations : <http://ateliers.org/nouakchott-l-avenir-pour-defi?lang=fr>

Mission en Mauritanie

Daniel Allieux, président du groupe-pays Mauritanie, effectuera une mission pour Cités Unies France à Nouakchott début février. Cette mission fait suite aux Rencontres de la coopération décentralisée franco-mauritanienne qui avait réuni 150 participants à Savigny-le-Temple, le 31 mai 2013. Après les élections municipales et législatives qui viennent de s'achever en Mauritanie, il s'agit désormais d'envisager la tenue de rencontres équivalentes à Nouakchott, fin novembre, si le contexte le permet. L'autre objectif de la mission est de creuser l'approche du développement économique dans la coopération décentralisée que le groupe-pays souhaite approfondir. En mai 2013, quelques entreprises locales avaient été présentes. Certaines ont pu entre temps nouer des projets en lien avec les territoires de coopération décentralisée.

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Acte 3 de la décentralisation

L'actualité au Sénégal est dominée depuis le début de l'année, par les réactions relatives au vote de la Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013, portant Code général des Collectivités locales et au report des élections locales, initialement prévues en mars, à fin juin 2014.

Outre le dispositif prévu de communalisation universelle (à savoir la transformation des communautés rurales actuelles en communes), la loi prévoit notamment la suppression de la région, en tant que collectivité locale, l'érection des départements en collectivités locales, la disparition des communes d'arrondissement et la création de six ou huit pôles régionaux de développement.

La décision de supprimer les régions en tant que collectivités a entraîné une véritable levée de boucliers parmi les présidents de régions du Sénégal.

(Sources : Seneweb.com ; sudonline.com)

Une communication prochaine du groupe-pays fera le point sur la réforme et ses incidences éventuelles sur la coopération décentralisée au Sénégal.

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papat-Liberal, adjointe au maire de Noailly

11^{ème} FED : Visite du responsable d'Europe Aid au Togo

Dans le cadre de la programmation du 11^{ème} Fond Européen de Développement (FED) couvrant la période de 2014-2020, les autorités togolaises et l'Union européenne ont poursuivi les discussions, fin janvier : un représentant de la direction générale du Développement et de la Coopération de la Commission européenne s'est rendu à Lomé, puis à Atakpamé, afin d'identifier les besoins des populations togolaises et d'effectuer un quadrilogue (avec les acteurs de la société civile, le Comité de développement de quartiers, les associations de collecte de déchets, les autorités...). Les projets de construction, qui s'élèveraient à 216 millions d'euros environ, concerneraient une gare routière, la rue du nouveau grand marché et les ouvrages d'art et hydraulique réalisés dans le cadre du programme d'aménagement urbain au Togo.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

L'opposition parlementaire propose trois réformes

Samy Babibanga évoque la problématique du Budget en RD-Congo et sollicite une réflexion sur l'amélioration de la loi de finances. « C'est un budget de 20 milliards qu'il nous faut atteindre en trois ans. Pour tripler les moyens de l'Etat, il va falloir innover », soutient-il.

M. Badibanga propose trois principales réformes : la taxation à taux unique entre 10% et 15% pour rétablir de la lisibilité et multiplier le budget de l'Etat qui serait consacré à une politique de l'investissement et de l'emploi. Ensuite, il évoque la création d'une régie unique des impôts et d'un fonds national de développement alimenté par les revenus en matières premières. Les intérêts de ce fonds pourraient permettre de financer des infrastructures économiques ou d'autres investissements sociaux dans la santé et l'éducation. A l'exemple de certaines fondations qui investissent dans d'autres pays, il voudrait convaincre l'UE, la Chine ou les Etats Unis d'investir dans ce fonds national géré communément et en toute transparence.

(Source : Africain.info)

Le 5^{ème} sommet ordinaire de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL)

Le 10 janvier dernier, l'Angola a accueilli le 5^{ème} sommet de la CIRGL sous le thème de « Promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs ». Le ministre angolais de la Défense salue la contribution de la CIRGL dans ses efforts de renforcement des liens géostratégiques entre les états membres malgré « l'ascension de la spirale de la violence » qui marque le continent africain ces derniers temps. Le sommet a exhorté les Etats membres à respecter l'esprit et la lettre du Protocole de Non-agression et de Défense mutuelle qui interdit le soutien des forces négatives opérant dans les pays voisins. Plusieurs mesures et recommandations ont également été prises, notamment sur la lutte contre les violences sexuelles envers les femmes, la promotion de l'emploi de jeunes et la création de projets communautaires liés à la préservation de l'environnement.

Source : Jeuneafrique.fr

ACTUALITÉS AFRIQUE

CENTRAFRIQUE

La résolution de l'ONU pour la situation en Centrafrique (RCA)

La résolution, proposée par la France et adoptée à l'unanimité par les 15 membres du Conseil de sécurité mardi 28 janvier. Elle met sous mandat de l'ONU les quelques 500 soldats européens qui doivent prêter main forte aux militaires africains de la Misca (force de l'Union africaine) et aux soldats français déjà engagés en RCA. Dans un deuxième temps, la Misca deviendrait une mission de maintien de la paix de l'ONU avec le déploiement de plus de 10 000 casques bleus. Ce mandat de l'ONU donne aux Européens le droit de « prendre toutes les mesures nécessaires » et donc de faire usage de la force en cas de défense ou de protection des civils. La résolution stipule également que les élections législatives devront être organisées au plus tard en février 2015, et menace de sanctions les perturbateurs qui bloqueraient la transition politique. Le Binuca (le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA) aidera à organiser ces scrutins et à rétablir une structure administrative permettant de fournir des services de base à la population. (Source : lemonde.fr)

Le secrétaire général de Bangui en visite à Cités Unies France



Benoît Dodji, secrétaire général de la mairie de Bangui, était en visite à Cités Unies France le 20 janvier dernier, au moment même où Madame le maire de Bangui accédait à la Présidence de la République, suite au vote de l'Assemblée nationale. Catherine Samba-Panza, première femme à accéder à la Présidence, avait notamment participé en tant que maire de la capitale au 4^e Forum de l'action internationale des collectivités territoriales, en juillet 2013, à Paris.

GABON

Un co-engagement France - Gabon sur la gouvernance environnementale

En présence de 23 pays, dont 10 chefs d'État et 9 organisations internationales, la réunion de haut niveau organisée par Philippe Martin et Nicolas Hulot, avait pour objectif de donner un écho plus large à la thématique de « lutte contre le braconnage et le trafic des espèces menacées » pour mettre en place des engagements effectifs et un dispositif de coopération. Le Président de la République Gabonaise a rappelé sa politique de tolérance zéro envers le trafic illicite des produits de la faune, la pêche intensive non déclarée, et le massacre des éléphants qui devient un sérieux problème en forêt d'Afrique. Il recommande de mettre en place une stratégie africaine qui passerait par la création d'un fonds pour la protection de la faune et la gouvernance environnementale, et a annoncé un projet franco-gabonais de 10 millions d'euros consacrés à la réduction du braconnage de l'éléphant.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo, Côte d'Ivoire)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

BRÉSIL

Présidente du groupe-pays : Madjouline Sbaï, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée

Réunion du groupe pays Brésil, le 24 janvier 2014, au siège du Conseil régional Nord-Pas de Calais

Cette réunion a réuni une vingtaine de personnes et a permis de faire un bilan des IV^e Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, tenues à São Paulo, du 6 au 8 novembre 2013. Grâce à la forte mobilisation des collectivités françaises, ces Rencontres ont permis de renforcer les liens entre les membres du groupe-pays, mieux comprendre le fonctionnement de la coopération décentralisée du côté brésilien et définir trois thématiques communes pour un programme travail conjointe à venir. (cf. La Lettre de CUF, n° décembre 2013-janvier 2014).

À la fin de cette réunion, une visio-conférence s'est tenue avec l'Ambassade de France à Brasilia. Lors de cette conférence, Madjouline Sbaï a présenté les conclusions de la réunion, et Jean-Paul Rebaud, conseiller de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France, et Rose-Anne Bisiaux, attachée de coopération technique, ont informé des résultats de la visite présidentielle. Ils ont présenté également les actions prévues par le Secrétariat des affaires fédératives de la présidence de la République pour l'année 2014 en partenariat avec le groupe-pays, ainsi que l'appui à l'Ambassade à la coopération décentralisée. Cette conférence a témoigné de la collaboration très étroite du groupe-pays Brésil avec le poste diplomatique à Brasilia. Le compte-rendu de la réunion sera bientôt sur le site de Cités Unies France.

Visite du Président de la République François Hollande au Brésil : Signatures au Palais du gouverneur de l'Etat de São Paulo

1) Déclaration d'intention entre la France et l'Etat de São Paulo

La France et l'Etat de São Paulo souhaitent, par ce document, renforcer leur coopération dans les domaines suivants : éducation (y compris enseignement supérieur et recherche ainsi que formation professionnelle), développement durable, logement durable et énergies propres, planification du développement territorial et enfin transports et infrastructures et la mobilité urbaine.

Signataires : Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères et Geraldo Alckmin, Gouverneur de l'Etat de São Paulo.

2) Renouvellement de l'accord de coopération entre l'Etat de São Paulo et la région Ile-de-France

Cet accord vise à faciliter le développement de relations de coopération entre l'Etat de São Paulo et la région Ile-de-France dans les domaines d'intervention qui relèvent de leurs compétences et/ou de leurs priorités politiques : mobilité urbaine ; développement durable et énergies renouvelables ; planification urbaine, aménagement du territoire et logement ; développement économique et formation professionnelle. Le lancement et la mise en œuvre de cet Accord seront concrétisés, dès 2014, par l'organisation d'une « Année Île-de France - État de São Paulo pour le développement urbain durable ».

Signataires : Jean-Paul Huchon, Président de la région Ile-de-France, et Geraldo Alckmin, Gouverneur de l'Etat de São Paulo.

(Source : Ambassade de France au Brésil)

AMERIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée, conseil général du Val-de-Marne

Réunion du groupe-pays Amérique centrale et Cuba, le 12 février

Cette réunion aura pour l'objectif de trouver comment articuler le travail du groupe auteur d'une thématique commune. Elle sera, également, l'occasion d'informer de la réalisation du Séminaire régional Amérique Latine, qui aura lieu au Nicaragua, dans le but de préparer le Forum internationale de tourisme solidaire, prévu en décembre 2014, à Marseille.

Le 10 février dernier, le Conseil de l'UE a adopté des directives de négociation en vue de la conclusion d'un accord bilatéral de dialogue politique et de coopération avec Cuba

Se félicitant de cette décision, Catherine Ashton, vice-présidente de la Commission, a fait la déclaration suivante : « Je suis convaincue que ces négociations contribueront à resserrer les liens avec Cuba. J'espère que Cuba saisira l'occasion qui lui est offerte et que nous pourrons bientôt oeuvrer au renforcement de notre relation. Il ne s'agit pas d'une rupture par rapport à la politique menée par le passé: nous tenons à soutenir les réformes et le processus de modernisation à Cuba, tout en continuant d'exprimer nos préoccupations concernant les droits de l'homme, comme nous l'avons toujours fait. »

L'Union européenne attend désormais la réponse de Cuba à l'offre de négociation : http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/140947.pdf

ARGENTINE

Président du groupe-pays : Pierre-Marie Blanquet, vice-président du conseil général de l'Aveyron, en charge des relations internationales

Appel à projets franco-argentin 2013

À travers la 4^{ème} éditions d'un appel à projets conjoint France-Argentine, 8 projets bénéficieront d'un cofinancement du MAE pour un total de 96 880 euros pour un budget total de 418 635 euros : Conseil général des Pyrénées-Atlantiques / Province de missionnes ; Comité départemental du tourisme de Lozère / Province de Corrientes ; Brest Métropole Océane / Province de Chubut ; Communauté d'agglomération de Grand Poitiers / Ville de Santa Fé ; Ville de Chartres / Ville de Luján ; Ville d'Ixtassou / Ville de los Antiguos ; Ville de Paris / Ville de Buenos Aires ; Ville de Tulle / Ville de Paso de los Libres. (Source : DAECT/MAE)

Amérique latine & Caraïbes

CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, vice-président du conseil régional d'Ile de France, chargé des Affaires internationales et européennes

Prochaine réunion du groupe-pays Chili, le 28 mars 2014, à Paris

Après la publication de la première Newsletter dédiée du groupe-pays, les membres sont conviés le 28 mars 2014 après-midi pour la prochaine réunion du groupe-pays Chili.



Actes du Séminaire de la coopération décentralisée France - Chili disponibles sur le site de CUF

L'Agence de coopération internationale chilienne, l'Association des municipalités chiliennes et l'Ambassade de France au Chili nous ont fait parvenir une version numérique des actes du Séminaire de la coopération décentralisée France-Chili tenu les 17 et 18 janvier 2013, à Santiago du Chili. Pour télécharger les Actes : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1986>

MEXIQUE

Président du groupe-pays : Michel Sainte-Marie, vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux, maire de Mérignac
Lancement du groupe-pays Mexique : un succès sous le signe du rassemblement

Le 15 janvier 2014, une trentaine de participants affirmaient leur intérêt à participer et à échanger dans le cadre du groupe-pays Mexique autour des nouvelles dynamiques en cours. Présidée par Michel Sainte Marie, la réunion été un lieu de dialogue et l'occasion de faire le point sur les évolutions des relations franco-mexicaines, notamment grâce au témoignage de Michel Vauzelle, membre du comité stratégique franco-mexicain, et président du groupe d'amitié de l'Assemblée nationale. Une proposition de plan d'action 2014 soumis par la présidence a été présentée autour de trois axes : la publication de documents facilitant le partage d'information et de la connaissance, un outil de promotion de l'offre d'expertise française et l'organisation d'un séminaire de partage.

La prochaine réunion du groupe-pays Mexique, qui aura lieu le 26 mars 2014, sera dédiée à la concrétisation des propositions d'action et à la structuration d'un cadre d'action du groupe.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Réunion du groupe-pays Haïti sur l'eau et l'assainissement, le 13 février 2014

Organisée conjointement avec le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) et la plateforme Haïti sur l'eau, cette réunion a comme objectif de mobiliser les collectivités territoriales françaises du groupe-pays non encore impliquées sur cette thématique au regard de projets d'ores et déjà menés. Quels enseignements tirés de ces projets ? Comment mobiliser l'expertise des agences de l'eau ? Comment mobiliser la loi Oudin-Santini ? Quel est le cadre référentiel légal et technique au niveau National ? seront des questions à aborder lors de cette réunion.

Projet du Fonds Solidarité Prioritaire (FSP) « Appui au processus de décentralisation »

Le projet de coopération bilatérale d'appui au processus de décentralisation en Haïti, est logé à la Direction des collectivités territoriales du Ministère de l'Intérieur (MICT) et appuyé par un expert français mis à disposition de cette direction. Le projet poursuit notamment les objectifs d'appuyer le MICT et les services déconcentrés de l'Etat pour renforcer la gouvernance territoriale et d'appuyer les collectivités au niveau de leur territoire pour renforcer les compétences et soutenir les projets de développement.

Dans ce cadre, quatre axes ont été identifiés pour la mise en oeuvre des dernières actions du projet en 2014 : renforcement de la gouvernance des territoires dans le cadre de la promotion d'un partenariat avec la Martinique, appui au processus de déconcentration conduit sur le territoire par le MICT, renforcement de compétence des collectivités et de soutien aux projets pilotes sur les territoires (communes du Nord et du Sud), développement d'outils et de mise en oeuvre d'actions de capitalisation relatives au renforcement de compétences des collectivités territoriales.

(Source : Ambassade de France en Haïti)

Elections - Publication de la loi électorale

Le 10 décembre 2013, la loi électorale haïtienne a été publiée au Journal officiel ; elle fixe l'ensemble des règles pour les élections à venir. A noter concernant les élections locales que les AEI (Agents Exécutifs Intérimaires) ne peuvent pas se présenter aux prochaines élections locales.

Concernant le calendrier électoral, rien n'est encore arrêté, la question du couplage des élections locales et sénatoriales est en discussion, les partenaires et bailleurs de fonds évoquent un agenda informel pour la fin de l'année 2014.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Argentine, Brésil, Haïti, Amérique centrale et Cuba)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

INDE

Président du groupe-pays Inde: Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

Des autorités locales indiennes en demande de coopération dans le domaine du développement urbain durable

Le 19 décembre 2013, l'Ambassade de France en Inde a organisé un séminaire destiné à présenter les possibilités de coopération décentralisée à plusieurs Etats et villes indiennes et a recueilli leurs attentes. Le ministère du Développement urbain du West Bengal a souhaité pouvoir bénéficier d'une coopération dans les domaines des transports publics et de la consommation énergétique. Celui du Madhya Pradesh a souligné la priorité qu'il accordait à la protection du patrimoine des villes et suggéré des coopérations notamment avec les municipalités de Gwalior, Ujjain et Burhanpur. Le représentant à Delhi de l'Himachal Pradesh a insisté sur les besoins de formation des fonctionnaires et des élus locaux de son Etat ; il a évoqué la gestion des déchets, les transports publics et la mise en valeur du patrimoine ainsi que l'utilité d'une coopération dans le domaine horticole (production de pommes).

Le maire de Cochin, Tony Chammany (Parti du Congrès), a présenté le contenu de sa coopération lancée en 2012 avec la ville de Lorient (urbanisme, patrimoine, transports maritimes) ; il s'est déclaré intéressé par d'autres échanges dans les domaines en particulier des transports publics (mise en place d'une autorité locale de politique des déplacements) et de la gestion des eaux usées, mais a souligné sa dépendance à l'égard des financements de l'Etat du Kerala.

La maire de Kota, Ratna Jain (Parti du Congrès), a présenté son action dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique et indiqué qu'elle ambitionnait que cette ville devienne un modèle pour l'Etat du Rajasthan ; en 2013, Kota a organisé une rencontre sur le rôle des collectivités locales dans le développement du recours à l'énergie solaire et la première élue de cette ville a fait part de son intérêt pour se lier à une collectivité française en pointe en matière de protection de l'environnement.

L'intervention des représentants de la municipalité de South Delhi, confiée à un consultant extérieur, a été consacrée à la gestion de ses déchets (techniques de tri et de transport), pour laquelle cette ville s'est déclarée intéressée par un échange de savoir-faire (déchets médicaux, de l'industrie du bâtiment, verts, mixtes, électroniques) ainsi qu'une présentation de la technologie française.

La municipalité de Pune a présenté les grands enjeux urbanistiques auxquels elle fait face, insistant sur celui des transports publics, compte tenu de l'accroissement démographique local (3 millions habitants aujourd'hui, soit une augmentation de 100% en 20 ans) ; pour mémoire, cette ville a récemment fait part de son souhait de coopérer avec la France, mais n'a pas encore dégagé les financements afférents.

Plus de renseignements : laurent.defrance@diplomatie.gouv.fr (Ambassade de France en Inde) ou Sarah Schönfeld s.schonfeld@cites-unies-france.org.

Lancement du 2^e appel à projets conjoint franco-indien en soutien à la coopération décentralisée

Le 2^e appel à projets conjoint en soutien à la coopération décentralisée franco-indienne devrait être lancé le 15 février prochain et les collectivités territoriales françaises auraient jusqu'au 15 juillet 2014 pour déposer des dossiers auprès de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT).

Plus de renseignements : Maurille Bérou, courriel : maurille.berou@diplomatie.gouv.fr.

ACTUALITÉS INDE

Séminaire sur la mobilité et les transports en 2014 à Hyderabad

La Communauté urbaine de Bordeaux et CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transports Urbains et Périurbains), en lien avec l'Ambassade de France en Inde, travaillent à l'organisation d'un séminaire franco-indien sur le thème de la mobilité urbaine durable à Hyderabad, à la fin du premier semestre 2014. Les collectivités françaises souhaitant s'associer à ce travail de préparation ou simplement y participer sont invitées à se rapprocher du groupe-pays de Cités Unies France.

2^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-indienne

En 2013, les 2^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-indienne avaient été reportées pour cause de difficultés d'agenda tant en France qu'en Inde. Lors de la réunion du groupe-pays Inde, le 22 janvier 2014, à l'Assemblée des Départements de France, il a été décidé d'attendre que les élections municipales françaises et législatives indiennes soient passées pour envisager une éventuelle reconduction de l'événement en 2014.

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes, délégué aux relations internationales et européennes

Réunion préparatoire des 4^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise, le 18 février 2014, au Sénat

Dans le cadre de la préparation des 4^{èmes} rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise (6 et 7 novembre 2014, à Strasbourg), le Conseil régional d'Alsace (collectivité territoriale organisatrice de l'événement) et son président, Philippe Richert, convie les représentants des collectivités françaises engagées en coopération décentralisée en Chine à se réunir au Sénat le 18 février prochain, à partir de 15h30, pour définir des chefs de file des ateliers thématiques et, plus globalement, pour associer l'ensemble des acteurs à la préparation de cet événement d'importance.

« Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-japonais » : Actualisation 2014



En prévision des 4^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, qui auront lieu du 28 au 30 octobre 2014 à Takamatsu, Cités Unies France met à jour le « Dossier pays Japon » et souhaite actualiser son « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-japonais », à destination des collectivités territoriales, visant à recenser l'ensemble des partenariats entre les autorités locales françaises et leurs homologues japonais.

Par conséquent, nous serions intéressés par les actions et partenariats que votre collectivité entretient ou a entretenu avec le Japon.

Merci de bien vouloir nous retourner la fiche de capitalisation par fax (01 53 41 81 41) ou par mail (pole-asie@cites-unies-france.org). La fiche est téléchargeable sur le site internet de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1905>

90^{ème} anniversaire du partenariat culturel franco-japonais



90^{ème} ANNIVERSAIRE
DU PARTENARIAT CULTUREL
FRANCO-JAPONAIS
日仏文化協力90周年

2014 sera une année très particulière pour la relation franco-japonaise puisque elle célébrera, de janvier à décembre, quatre-vingt-dix ans de partenariat culturel entre la France et le Japon. En 1924 en effet, était créée la Maison franco-japonaise, précurseur du réseau culturel français au Japon qui s'est enrichi depuis avec les alliances françaises du Japon et ce qui constitue aujourd'hui les quatre antennes de l'Institut français du Japon.

L'année 2014 sera marquée par un programme d'événements forts sur tout le territoire que vous pouvez retrouver sur le site de l'Institut Français et sur celui de l'Ambassade de France.

(Source : Ambassade de France au Japon)

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

NANTES : Exposition « Samouraï : 1 000 ans d'histoire du Japon », du 28 juin au 9 novembre 2014, au Château des ducs de Bretagne



Au-delà de la simple présentation de l'histoire d'une classe guerrière, l'exposition rassemblera une multitude d'objets, pour certains inédits, de l'armure traditionnelle. La représentation de ces guerriers - explorée à travers les arts martiaux, le cinéma, le manga, ... - dresse un portrait du Japon d'hier à aujourd'hui.

Dans le cadre de l'Exposition « Samouraïs » sera organisé le jeu-concours « Jardins japonais », du 9 décembre 2013 au 23 février 2014, concours photographique sur les jardins japonais diffusé par le Château des Ducs, ouvert à toute personne physique française ou étrangère, et remplissant les conditions indiquées. Il est disponible sur le site du Château des Ducs : http://www.chateau-nantes.fr/fr/expositions/expositions_a_venir/samourai/

L'ouverture du marché japonais constitue une opportunité active et lucrative pour les entreprises françaises

Louis Schweitzer, représentant du ministère des Affaires étrangères pour le partenariat franco-japonais, incite les entreprises françaises à être attentives aux nouvelles opportunités de business qui se développent au Japon. Aujourd'hui, les deux pays font face à des problématiques communes : le redressement économique, l'amélioration de la compétitivité, la réduction des déficits budgétaires. Dans l'intention de mettre en place une relation bilatérale profitable aux deux parties, la coopération franco-japonaise ne cesse de s'intensifier. La troisième flèche des Abenomics (politique économique prônée par Shinzo Abe) va clairement s'orienter dans une démarche d'ouverture à l'international et au commerce extérieur. Le gouvernement se veut d'adopter un ensemble de mesures de soutien aux entreprises étrangères, notamment françaises, passant par la réduction fiscale, un système de subventions, et l'allègement des démarches administratives. Par ailleurs, le Japon est au 1^{er} rang du classement mondial de la compétitivité en matière d'innovation ; il constitue donc un cadre stimulant pour la création et le développement de business précurseurs, mais aussi un bassin de consommateurs raffinés pour les entreprises voulant se rapprocher d'une demande exigeante. (Source : <http://www.jetro.go.jp/en/eu-japan>)

Un nouvel élan pour les relations franco-japonaises

Début janvier 2014, la visite des ministres japonais des Affaires étrangères et de la Défense relance le partenariat franco-japonais, qualifié « d'exceptionnel » par Laurent Fabius. Paris considère que l'évolution de la politique japonaise ouvrirait des perspectives dans la coopération notamment sur les équipements de défense. En effet, Shinzo Abe a l'intention de renforcer l'indépendance militaire du Japon, afin d'accroître ses actions en faveur de la paix et de la résolution de conflit. Dans cette optique, le gouvernement japonais est particulièrement intéressé par les nouvelles technologies française : drones, robotique, lutte contre la cybercriminalité, etc. (Source : RFI)

ACTUALITÉS JAPON

Des prévisions économiques mitigées pour le Japon

La politique monétaire et budgétaire généreuse, prévu dans le cadre des Abenomics, semble avoir inversé la courbe de la déflation en décembre dernier, et a permis une augmentation des prix pour la première fois depuis quatre ans.

Cependant, les chiffres divulgués en janvier par le Ministère de la Finance viennent contrarier cet optimisme : le déficit commercial de l'archipel a atteint en 2013 le montant record de 11 475 milliards de yen (soit 82 milliards d'euros), et a donc augmenté de 65% par rapport à celui de 2012. Ceci s'explique par la dévaluation du yen qui a, certes, permis d'augmenter le nombre d'exportations à 10%, mais sans pouvoir compenser l'augmentation de la valeur des importations qui étaient de 15%.

En effet, l'accident de Fukushima en 2011, qui a induit l'arrêt de l'ensemble des réacteurs de l'archipel, a poussé les compagnies d'électricité à importer une énergie très chère. Cette tendance devrait s'aggraver avec la hausse de la taxe sur la consommation en avril, qui va inciter les ménages à se tourner vers l'achat de produits importés. Les prévisions du Ministère des Finances montrent que Shinzo Abe ne pourra pas tenir sa promesse de diviser le déficit primaire par deux d'ici 2015 : même avec une croissance de 3% (dans le meilleur des scénarios), le déficit primaire atteindrait 9 100 milliards de yen.

(Source : Reuters.com)

« Womenomics » : une stratégie d'insertion des femmes au service de la croissance

Certains économistes ont estimé que si le niveau de participation des femmes sur le marché du travail japonais était égal à celui des nations du G7, cela permettrait une augmentation du PIB par tête japonais de 5%.

Ainsi, le premier ministre Shinzo Abe a déclaré son intention d'œuvrer en faveur de l'intégration professionnelle des femmes.

Au cours des trois prochaines années, plus de 3 millions de dollars vont être investis dans l'élaboration et la mise en place de projets permettant l'augmentation de l'emploi des femmes, l'amélioration de leur accès à un système de santé de qualité, ainsi que la prévention et la résolution des conflits impliquant les femmes.

Source : www.un.org)

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)
Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS JAPON

Une étude française démontre une dispersion des eaux contaminées accrue avec la survenue régulière de typhons

En collaboration avec l'Université japonaise de Tsukuba, des chercheurs du Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (LSCE) ont mené plusieurs campagnes de mesures dans la Préfecture de Fukushima depuis novembre 2011. L'étude a démontré que les montagnes voisines, initialement contaminées par l'accident de Fukushima, ont transféré du césium radioactif et autres particules contaminées dans l'eau des rivières, puis dans l'océan Pacifique, en traversant les plaines côtières et agricoles abritant une forte population. Cette situation est aggravée par les typhons qui touchent le Japon tous les ans. Cette année, les typhons ayant été nombreux et plus violents, les chercheurs montrent que la source de radioactivité n'est plus tarie en amont ; ils estiment donc nécessaire -non pas de se focaliser seulement sur les rejets de la centrale de Fukushima- mais d'accroître la surveillance du niveau de radioactivité faite sur les plaines côtières, notamment en lien avec les activités de pêche ou de loisirs. (Source : AFP)



Exposition d'artisanat :

« Les scènes de la table de Gifu »

Du 24 janvier au 6 février, l'association Jipango, association culturelle franco-japonaise, organise une exposition d'artisanat du département de Gifu.

Gifu est une région très riche pour l'histoire, la nature et la culture. L'esprit de l'Art de vivre est toujours à la base de la vie quotidienne. C'est une occasion rare d'apprécier le travail varié du bois, du papier, de la céramique,

du fer, du plastique... Ce sont des objets d'utilisation quotidienne : suribachi (mortier à grains), masu (tasses carrées en bois de hinoki, cyprès), hashibukuro (étuis en papier pour les baguettes), obon (plateaux en bois), hocho (couteaux de cuisine) etc.

« Discover Japan » (ex Bukiya) : 12, rue Ste-Anne, 75001 Paris - ouvert de 12h à 20h, du lundi au dimanche

Une installation spéciale sera exposée à la Maison de la Culture du Japon à Paris (101 bis, Quai Branly, 75015 Paris) entre le mardi 28 janvier et le jeudi 6 février.

ACTUALITÉS RUSSIE

Coopération décentralisée franco-russe : trois visites et des nouveaux projets en perspective

A l'occasion de la visite d'une délégation de Saint Petersburg à Marseille, il y a deux mois, un accord entre les deux villes a été signé pour institutionnaliser leur coopération culturelle déjà existante et l'ouvrir à d'autres secteurs, tels que le développement économique ou l'enseignement supérieur et la recherche. La ville d'Hérouville-Saint-Clair rend visite à Tikhvine, avec qui elle est jumelée depuis vingt ans, et dont le principal projet actuel porte sur la « Stratégie de développement urbanistique de la ville de Tikhvine ».

Enfin, le partenariat entre la Région du Limousin et Kalouga, qui a commencé il y a dix ans, a régulièrement été alimentée d'échanges de délégations et de nouveaux contacts ; il sert également d'exemplarité en matière de coopération et désire aujourd'hui développer de nouveaux projets d'échange.

(Source : <http://coopregion.ru/fr>)

L'économie russe : de nouveaux leviers de croissance pour l'année 2014

Tous les experts sont unanimes pour affirmer que la croissance du PIB sera inférieure aux pronostics du Ministère du Développement économique russe pour l'année 2014. Dans le meilleur des cas, elle sera entre 1 et 2%, malgré l'effet positif des jeux Olympiques d'hiver de Sotchi.

Pour désamorcer cette tendance négative, les autorités sont en quête de nouveaux leviers de croissance. Le secteur militaro-industriel est vu comme une éventuelle source de création d'emploi, et d'entreprises connexes qui soutiendraient le développement de certains territoires. Mais cela peut être réalisable que s'il y a des réformes multidimensionnelles en parallèle.

Pour certains experts, le pays a besoin d'un changement global de leur modèle économique pour faire face aux nouveaux défis mondiaux sur le marché : transition énergétique, révolution du gaz de schiste, la remise en cause du modèle économique contemporain...

(Source : larussiedaujourd'hui.fr)

RUSSIE

Président du groupe-pays : Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes, maire de Nice et président de Métropole Nice Côte d'Azur

Réunion de lancement du groupe-pays Russie, le 12 février 2014

La réunion de lancement du groupe-pays Russie aura lieu le mercredi 12 février 2014, de 11h30 à 13h30, dans les locaux de Cités Unies France, sous la présidence de Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes et président de Nice Côte d'Azur qui sera représenté par Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes, adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme. Cette réunion de lancement du groupe sera l'occasion de faire le point, entre autres, sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe et de réfléchir ensemble aux thèmes de travail possibles du groupe-pays pour les mois à venir.

Pour télécharger l'ordre du jour détaillé et d'autres documents relatifs à cette réunion : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1956>

Construction d'un nouveau centre religieux et culturel orthodoxe russe à Paris

Après quatre ans de négociations politico-administratives, la première pierre de la nouvelle église russe de Paris devrait être posée en juin 2014 par de très hautes personnalités russes et françaises, pour entamer des travaux de deux ans. C'est à l'architecte français Jean-Michel Wilmotte que les autorités russes ont confié la mission de la construction de ce centre religieux et culturel orthodoxe russe sur les berges de Seine, à deux pas de la Tour Eiffel et du quai Branly.

Sur une surface de 4245 m², ce complexe sera composé de quatre entités distinctes avec pour élément central une église orthodoxe en pierre de Paris et verre à cinq dômes en forme de bulbes dorés mat. Un centre paroissial, une école primaire et un centre culturel, dans le même style avec le verre inséré par strates entre les linéaires de pierre, complètent l'ensemble. Son architecture sera intégrée dans le paysage urbain tout en respectant les normes canoniques des églises orthodoxes russes.

(Source : larussiedaujourd'hui.fr ; Association Dialogue Franco-Russe <http://www.dialoguefrancorusse.com>)



Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Croatie, Serbie, Europe du Sud-Est)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Méditerranée

PALESTINE

Président du groupe-pays : Claude Nicolet, président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Actualité Palestine

Le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, a réussi à relancer les pourparlers pour la paix entre les Palestiniens et les Israéliens, fin juillet 2013, et pour une durée de neuf mois. Malgré sa détermination, M. Kerry, qui a effectué dix voyages dans la région depuis mars 2013, n'a jusqu'à présent pas réussi à convaincre les deux camps de se rallier à un plan de paix.

Néanmoins, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, a fait un pas en direction des Israéliens en proposant que les forces militaires israéliennes puissent procéder à un retrait graduel des territoires palestiniens en trois ans au lieu de dix à quinze, comme le proposait précédemment les Israéliens. De plus, M. Abbas est favorable au maintien d'une présence militaire tierce (probablement l'OTAN) afin de rassurer Israël une fois ses troupes démobilisées.

2014 : Année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien

L'année 2014 a été proclamée « Année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien » par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 16 janvier dernier. Selon Ban Ki Moon, « ce sera une année cruciale pour la réalisation de la solution à deux États, mettant fin à une occupation qui a commencé en 1967, et garantissant l'avènement d'un État de Palestine indépendant, viable et souverain, vivant en paix et dans la sécurité avec l'État d'Israël, où chacun reconnaît les droits légitimes de l'autre ».

Le RCDP désire se saisir de cette opportunité et développer des activités en lien avec les principes de solidarité, de liberté et de justice pour le peuple palestinien. Les prochaines assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne de 2014 seront ainsi organisées dans le cadre de cette année internationale de la solidarité envers le peuple palestinien.

TUNISIE

Président du groupe-pays Tunisie : Henri Bertholet, adjoint au maire de Romans sur Isère

Tunisie : la nouvelle constitution adoptée et un nouveau gouvernement formé

Plus de trois ans après la révolution, l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) tunisienne a adopté, le 26 janvier dernier, la nouvelle Constitution du pays. Cette loi fondamentale, adoptée à une large majorité, fait suite à de longs débats houleux entre notamment le parti Ennahda et ses détracteurs. Des compromis assez larges ont été négociés afin d'assurer le vote de cette Constitution, qui assure au peuple tunisien sa souveraineté ainsi que sa liberté de conscience et de croyance et accorde une place réduite à l'islam. Le même jour, le premier ministre tunisien, Mehdi Jomaa, a également présenté la composition de son nouveau gouvernement d'indépendants au Président Moncef Marzouki, sous réserve d'une approbation de l'Assemblée. (Source : www.lemonde.fr)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Linda Naili, chargée de mission (Algérie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Programme concerté Liban : organisation d'une mission d'étude sur les métiers de la fonction publique territoriale

Dans le cadre du « programme concerté Liban » porté par les collectivités françaises du groupe-pays Liban de CUF, une visite d'étude réunissant les élus et cadres dirigeants de huit collectivités libanaises du programme concerté franco-libanais, se déroulera les 10, 11 et 12 février à Angers, Nantes puis Paris. Cette action s'inscrit dans le cadre du Programme national d'appui aux municipalités libanaises coordonné par le Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL).

Cette visite d'étude, organisée en collaboration avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), aura pour objectifs de permettre aux participants libanais de mieux connaître la réalité de la décentralisation en France grâce aux échanges avec des interlocuteurs français, élus et professionnels, et des visites sur le terrain. Il s'agira plus particulièrement d'aborder cette réalité sous l'angle des politiques publiques en matière de développement local, du développement des compétences des ressources humaines et des dispositifs de formation continue des agents territoriaux.

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Retour sur la « Journée eau potable et assainissement Maroc » du 30 janvier 2014

Une réunion d'échange d'information sur l'eau et l'assainissement au Maroc, organisée par pS-Eau, s'est tenue le 30 janvier dernier, à Paris. Le compte-rendu sera prochainement téléchargeable sur le site internet de pS-Eau.

Thématiques

TOURISME RESPONSABLE

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

La représentation des collectivités dans le Partenariat mondial pour le tourisme durable change d'échelle

Cités Unies France est membre du Partenariat Mondial pour le Tourisme Durable - PMTD (dont le secrétariat est le PNUE), ex-Taskforce internationale. Elle y siège pour représenter aux acteurs du tourisme les collectivités territoriales et leurs actions à l'international en matière de tourisme responsable.

En octobre 2013, lors du Congrès mondial de CGLU, dans le but de renforcer son action, le groupe « Tourisme solidaire » de CGLU a refondé sa stratégie : il devient important que la voix des collectivités puissent être représentée par un réseau mondial.

L'enjeu est de faire valoir l'expertise des collectivités et faire reconnaître leur rôle par les différentes familles d'acteurs du tourisme (grands-tours opérateurs, responsable européen, ministres du tourisme et structures de labellisation, ou encore chercheurs du monde entier et autre réseaux du tourisme durable).

En marge des deux événements (symposium et la conférence des membres du PMTD), une délégation réduite de collectivités mexicaines et françaises rencontreront les élus marocains afin d'identifier un nouveau vice-président Afrique et officialiser la représentation des collectivités par le groupe de CGLU.

Pour plus d'informations :

Anne Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Actualités Syrie : Genève II

Les négociations entre les représentants du régime et de l'opposition syriennes ont débuté le 25 janvier 2014, à Genève, sous la surveillance du médiateur de l'ONU Lakhdar Brahimi. Si quelques avancées ont pu être relevées telles que l'autorisation pour les femmes et les enfants de Homs de sortir du centre ville assiégé et d'avoir accès à l'aide humanitaire, la situation reste pour le moment bloquée en ce qui concerne la création d'un organe de transition gouvernemental, mentionné dans la déclaration finale de Genève I, en juin 2012. Les délégations gouvernementales et de l'opposition n'arrivent pas à s'entendre sur ce principe de transition, dont l'application pourrait enfin permettre de mettre un terme au conflit.

CRISES ET REHABILITATION

SYRIE : La situation des réfugiés

Credit photo : Simoné Giovetti



Depuis le début de la crise syrienne en 2011, environ 2,2 millions de Syriens ont fui les violences et leur pays et plus de 4 millions sont déplacés à l'intérieur du territoire. Les municipalités et les camps de réfugiés de Turquie, de Jordanie et du Liban, pays frontaliers, accueillent près de 2 millions de réfugiés et les autorités locales ont appelé au soutien des gouvernements locaux internationaux afin de pouvoir répondre à leurs responsabilités auprès des réfugiés et des communautés d'accueil.

Le groupe de travail sur le Moyen-Orient de CGLU, qui a rendu son rapport de mission en janvier, exhorte les ONG, et les agences nationales et internationales à inclure les autorités locales dans la réponse humanitaire pour améliorer l'efficacité de l'aide et protéger la stabilité régionale. Il appelle également ses membres à participer aux diverses actions de solidarité engagées. Par ailleurs, les projets de coopération entre les gouvernements locaux, les ONG et les organisations internationales devraient aussi permettre de renforcer l'efficacité de l'action des autorités locales sur le terrain.

A la suite de la mission, Cités Unies France a lancé un appel au soutien de la part de ses adhérents et a mis en place un « fonds d'urgence pour les réfugiés syriens au Liban ». Jusque-là, ce fonds a permis de récolter plus de 50 000 euros. CUF tient à remercier les **villes de Bordeaux, Nantes, Leers, Reims, Sézanne et Lannoy** pour leur contribution à l'appui des gouvernements locaux libanais. Une réunion de travail avec ces villes doit être organisée à la suite des élections municipales françaises pour déterminer l'affectation de la somme récoltée.

De plus, CUF prévoit de mettre en œuvre des projets en collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD). Un partenariat est notamment envisagé avec l'ONG ACTED qui souhaite développer un projet dont le but est d'améliorer les conditions de vie pour les réfugiés et les communautés d'accueil affectées par la crise syrienne en Jordanie et au Liban, en renforçant la cohésion sociale et la résilience économique, et en améliorant la mise à disposition de services par les municipalités.

Thématiques

CRISES ET REHABILITATION

PHILIPPINES

Le typhon Haiyan qui a frappé les Philippines le 8 novembre 2013 a causé une crise humanitaire et sociale sans précédent dans le pays. Les chiffres officiels estiment que le typhon a causé la mort de 10 000 personnes et provoqué le déplacement de plus de 4 millions de Philippins. Au total, il y aurait plus de 14 millions de personnes touchées par les conséquences du typhon. Les agences internationales et les ONG qui apportent une aide d'urgence sur place peinent à répondre à tous les besoins des populations ; la phase de reconstruction qui débute dans l'archipel sera longue et coûteuse.

Les partenaires de CUF sur place, notamment la Ligue des villes des Philippines, font état d'une situation désastreuse. Les victimes ont un accès très difficile aux ressources vitales telles que l'eau potable, la nourriture, les abris et les soins et ont donc besoin d'une aide urgente.

A la demande de ses adhérents, CUF a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence destiné à apporter une aide dans la phase de réhabilitation des villes et des services publics détruits.

Au 7 février 2014, la liste provisoire des contributeurs au fonds de solidarité pour les Philippines est composée de 40 collectivités territoriales françaises. CUF souhaite donc remercier le **conseil général de Loire-Atlantique, le Pays de Liffré ainsi que les communes d'Arcueil, Suresnes, Liffré, Lavau, Saint-Die, Rilhac Rancon, Chasné-sur-Ilet, Maxéville, Besançon, Arc les Gray, Saint-Etienne, Bonrepos-sur-Aussonnelle, Saint-Nazaire, Grenoble, Vittel, Luisant, Gennevilliers, Aiffres, Poissy, Nanterre, Châtelleraut, Epernay, Eybens, Arnage, Mulhouse, La Bresse, Caen, Fos-sur-Mer, Orvault, Angers, Saint-Herblain, Brive, Perpignan, Angoulême, Moitron-sur-Sarthe, Eragny-sur-Oise, Toulouse et Lamballe** pour leur participation.

Par ailleurs, un versement de la part du **conseil général de Meurthe-et-Moselle, Bordeaux, Chinon et Grenoble Alpes Métropole** est en cours.

Enfin, une lettre a été adressée au président de la Ligue des villes des Philippines afin de l'informer que Richard Smith, de la Fédération des Municipalités Canadiennes (FMC), s'y rendra du 16 au 21 février, au nom du « groupe ressource » sous l'égide de CGLU. Ce « groupe ressource » est composé de représentants de CUF, de FMC, de l'Agence de Coopération Internationale de l'Association des Municipalités Néerlandaises, de l'Union des Municipalités de Turquie, de la métropole d'Istanbul, et de la section Moyen-Orient Asie de l'Ouest de CGLU. Cette visite de M. Smith permettra, d'une part d'avoir une idée des défis qui attendent les gouvernements locaux, ainsi que du type de soutien dont ils auront besoin. D'autre part, cette mission sera l'occasion de discuter de la possibilité pour le « groupe ressource » d'organiser une mission de cadrage, fin mars ou début avril 2014.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Développement durable, Eau et assainissement, Développement urbain)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

DEVELOPPEMENT DURABLE

Panorama des projets de coopération relatifs à la Biodiversité – Répondre à l'enquête nationale en ligne avant le 21 février 2014

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), en lien avec le ministère des Affaires étrangères, lance une enquête pour recenser les projets de coopération des collectivités françaises en matière de protection de la biodiversité. Les résultats de cette enquête seront compilés dans une publication visant à valoriser l'implication actuelle des collectivités françaises en faveur de la biodiversité mondiale à travers la coopération décentralisée, notamment dans les pays du Sud.

Cités Unies France encourage les collectivités à répondre à cette enquête en ligne : <https://fr.surveymonkey.com/s/EnqueteUICNCoopDecBiodiv> (Mot de passe : enqueteuicn), notamment dans le cadre de la préparation de la participation des pouvoirs locaux et régionaux à la COP 21 (Conférence Paris 2015). L'enquête ne prend que 30 minutes à remplir sur Internet et les collectivités qui n'auraient aucun projet relatif à la protection de la biodiversité sont également invitées à renseigner les questions de 1 à 6.

Pour plus d'informations : Valérie Moral, valerie.moral@uicn.fr - tél. : 01 40 79 37 49

DEVELOPPEMENT URBAIN

Préparation du 7^{ème} Forum Urbain Mondial

Le Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT) se mobilise pour le prochain Forum urbain mondial. Il organise une réunion le mercredi 12 février 2014, de 15h30 à 17h30, dans les locaux du ministère de l'Economie et des Finances, 139 rue de Bercy, 75012 Paris.

Merci de confirmer votre présence auprès de secrétariat technique : contact.pfvt@adetef.finances.gouv.fr

ONU-Habitat a mis en ligne un nouveau site internet du 7^e Forum urbain mondial dont voici le lien : <http://worldurbanforum7.org/>. Nous attirons également votre attention sur l'inscription obligatoire, pour participer au 7^e Forum urbain mondial, que vous pouvez effectuer en suivant le lien suivant : <https://www.unhabd.org/unhabd/login.php>



Thématiques

EDUCATION A LA CITOYENNETE MONDIALE

Présidente du groupe thématique : Véronique Moreira, vice-présidente au Conseil régional Rhône-Alpes chargée de la coopération solidaire

Ouvrir les citoyens au monde, expliquer les fondements de sa politique internationale... l'éducation à la citoyenneté mondiale sera certainement un thème fort des collectivités engagées en coopération internationale en 2014. Il l'est pour Cités Unies France. Plusieurs collectivités réfléchissent à des temps de mises en débat de leur politique internationale. Autour de la Semaine de la solidarité internationale, une réflexion s'engage pour mieux prendre en compte la place des collectivités territoriales tout en rappelant l'initiative « société civile » de celle-ci.

La plate-forme française d'éducation au développement et à la solidarité internationale (Educasol) organise, début février, une réunion où les ministères de l'Education nationale, de l'Agriculture, ainsi que l'AFD, Coordination SUD et Cités Unies France sont conviés pour échanger sur les réflexions communes à mener.

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Formation : « Comment accéder aux financements européens », prévue en mars 2014

Cités Unies France et l'Agence française de développement proposent une nouvelle session de formation sur l'accès aux financements européens début mars.

Cette formation a pour but d'accompagner les collectivités dans leur recherche de financements européens et permettre aux agents d'acquérir une compétence spécifique en la matière. Les stagiaires, venant tant de régions, de départements, de communes et d'EPCI suivront pendant deux jours un apprentissage sur les instruments financiers susceptibles de financer leur projet. Cités Unies France et l'Agence française de développement ont déjà formé près de 80 agents territoriaux. Vous pouvez manifester votre intérêt pour cette nouvelle session auprès de Camille Borella : c.borella@cites-unies-france.org.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Séminaire d'échange d'expériences sur le suivi-évaluation des services d'eau potable et d'assainissement dans les zones rurales et les villes secondaires africaines, du 7 au 9 avril 2014, à Ouagadougou

IRC, Centre International de l'Eau et de l'Assainissement, et pS-Eau, programme Solidarité Eau, en partenariat avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), organisent un séminaire d'échange d'expériences sur le suivi-évaluation des services d'eau potable et d'assainissement dans les zones rurales et les villes secondaires africaines, du 7 au 9 avril 2014, à Ouagadougou au Burkina Faso.

150 à 200 participants sont attendus (élus et décideurs locaux, services techniques municipaux, ONG, bureau d'études, décideurs régionaux et nationaux, partenaires au développement), impliqués dans le développement et/ou la gestion des services de d'eau et d'assainissement et désireux de partager leurs questions et expériences et apprendre d'autres participants. Les expériences en provenance de tous les pays africains sont attendues.

Pour plus d'informations : desille@pseau.org

Suivez l'actualité du séminaire sur :

www.pseau.org/ouaga2014 et sur <http://www.fr.irc.nl/page/82346>

Nouvelle étude du pS-Eau : Choisir, mettre en œuvre, concevoir et gérer les services d'assainissement par MINI-EGOUT

Le pS-Eau vient de réaliser avec le soutien de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, de l'Agence française de Développement (AFD) et du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) une étude sur l'opportunité de l'assainissement par mini-égouts, réalisée en s'appuyant sur des études de cas au Sénégal, au Ghana, au Mali, mais aussi en Inde et au Brésil.

Plus d'informations :

Christophe Le Jallé, Directeur adjoint - tel : 01 53 34 91 24 - courriel : le-jalle@pseau.org

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Education à la citoyenneté mondiale)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Développement durable, Eau et assainissement, Développement urbain)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Mission du programme tripartite Burkina (services de l'eau) - atelier de clôture	Ouagadougou / Kaya	27 janvier - 4 février	CUF/Maison de la coopération décentralisée
Réunion du comité de pilotage français des Assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso	CUF	28 janvier	Comité de pilotage
Réunion de suivi de la conférence de Bruxelles sur le Mali	Bruxelles	5 février	Groupe de suivi
Agriculture familiale, alimentation et coopération décentralisée : réunion de cadrage avec les collectivités françaises engagées	CUF	6 février	CUF
Mission du président du groupe-pays Mauritanie	Nouakchott	8 - 13 février	CUF
Réunion du lancement du groupe-pays Russie	CUF	12 février	CUF
Réunion du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba	CUF	12 février	CUF
Réunion de préparation du 7 ^{ème} Forum Urbain Mondial	Paris	12 février	PFVT (Partenariat Français pour la Ville et les Territoires)
Réunion du groupe-pays Haïti sur l'eau & assainissement	Paris	13 février	CUF / Partenariat Français pour l'Eau (PFE)
Réunion sur la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire	CUF	13 février	CUF
Réunion du groupe-pays Madagascar	CUF	13 février	CUF
Réunion préparatoire des 4 ^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Paris (Sénat)	18 février	Comité de pilotage
Assises régionales coopération décentralisée Casamance	Dakar - Ziguinchor	1 ^{er} - 7 mars	Region de Ziguinchor/ Ambassade de France à Dakar / CUF
4 ^{ème} atelier d'apprentissage « Stratégies participatives d'internationalisation » (AL-LAs)	Medellin, Colombie	1 ^{er} - 5 avril	Projet AL-LAs
Forum urbain mondial	Medellin	5 - 11 avril	ONU Habitat

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Séminaire d'échange d'expériences sur le suivi-évaluation des services d'eau potable et d'assainissement dans les zones rurales et les villes secondaires africaines	Ouagadougou	7 - 9 avril	IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement)/ pS-Eau (programme Solidarité Eau)
Colloque sur les villes durables	Paris (Sénat)	28 mai	Institut des Amériques
Journée Amérique Latine et Caraïbes en France	France	31 mai	
9 ^{ème} Table ronde des maires français et chinois	Lille	12- 14 juin	Comité de pilotage
Réunion bureau mondial de CGLU	Liverpool	17 - 19 juin	CGLU
5 ^{ème} édition du Forum de l'Action internationale des collectivités	Paris, Palais des Congrès	3 et 4 juillet	CUF / ICIC
Assemblée générale CUF	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	CUF
3 ^e réunion du comité de pilotage français des 4 ^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée	Paris, Palais des Congrès	4 juillet	Comité de pilotage / Groupe-pays Japon
5 ^{ème} atelier d'apprentissage « Villes attractives » (AL-LAs)	Lima, Pérou	18 - 22 août	Projet AL-LAs
VIII ^e Sommet hémisphérique d'autorités locales	Santa Marta, Colombie	3 - 5 septembre	FLACMA (Federation of Latin American Cities, Municipalities and Associations)
6 ^{ème} atelier d'apprentissage « Villes inclusives » (AL-LAs)	Moròn, Argentine	13 - 17 octobre	Projet AL-LAs
4 ^{èmes} Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée	Takamatsu, Japon	28 - 30 octobre	Comité de pilotage / Groupe-pays Japon
Assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso	Ouagadougou	Deuxième moitié d'octobre	Comité de pilotage
4 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise	Alsace	6 - 7 novembre	Comité de pilotage / Groupe-pays Chine

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2014)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012)	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPLI	Dossier pays Liban (nouvelle édition - octobre 2013)	2013
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPHT	Dossier Pays Haïti (deuxième édition - septembre 2013)	2013
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2014
DPNG	Dossier Pays Niger (première édition - juillet 2013)	2013
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007



Publications

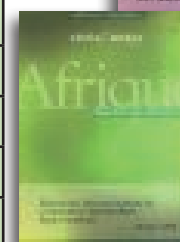
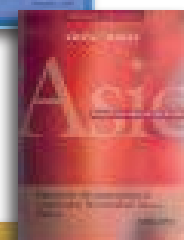
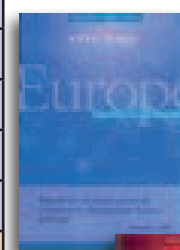
Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros
Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPAR	Répertoire des partenariats franco-arméniens
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPBR	Répertoire des partenariats franco-brésiliens
RPHT	Répertoire des partenariats franco-haïtiens
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010
Ro09	Action internationale des collectivités territoriales et le social (CUF-ENEIS) (à paraître en avril 2014)	2014

Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REfo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REfo6	NOUVEAU ! Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012

Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HPCPD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€

Cahiers de la coopération décentralisée

Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - n° 3 - septembre 2012	2012	30€



Publications

Bon de commande

à retourner à Cités Unies France - 9 rue Christiani 75018 Paris
ou par fax : 01 53 41 81 41

Prénom : Nom :

Fonction.....

Collectivité ou institution :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :



20

Référence	quantité	prix unitaire	total
Frais d'envoi :			
Prix total :			
Frais d'envoi : gratuit pour la France métropolitaine - 5 euros pour l'étranger			

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je règle par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

Signature :

Suivez Cités Unies France sur Twitter et Facebook !

Cités Unies France a désormais son compte Twitter et Facebook. Retrouvez toutes les informations en direct sur : [@CitesUniesFR](https://twitter.com/CitesUniesFR) et <https://www.facebook.com/pages/Cités-Unies-France/568198223223196>



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org